

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 20 décembre 1985

La séance est ouverte à 11 heures.

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 22 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

L'ADMINISTRATION

RÉTROSPECTIVE DE L'ANNÉE 1985

M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell): Monsieur le Président, puisque l'année 1985 s'achève, nous allons la passer en revue.

Janvier: le bruit court que deux conservateurs ont obtenu sans appel d'offres un contrat de publicité de \$60,000. Février: le solliciteur général a un entretien privé avec le premier ministre Hatfield dans une chambre du Château Laurier. Mars: sur l'air d'une ballade irlandaise, le premier ministre (M. Mulroney) vend sa chemise aux Américains au sommet de Québec. Avril: tout se fait en famille; le ministre des Finances (M. Wilson), le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) et le ministre de la Justice (M. Crosbie) accordent des contrats juteux et de bonnes planques à des membres de leur famille. Mai: le ministre des Finances présente son budget qui constitue une attaque en règle contre les pauvres et les personnes âgées. Juin: les personnes âgées rétorquent et le gouvernement revient sur sa décision. Juillet: la ministre de l'Environnement s'amuse à Paris aux frais de la princesse; ses dépenses s'élèvent à \$64,000. Août: le secrétaire d'État prend part à un safari. Septembre: scandale du thon avarié. Nous savons maintenant comment le premier ministre a perdu l'odorat. Octobre: premier fiasco bancaire en 62 ans. Novembre: le gouvernement conservateur donne de Havilland à Boeing. Décembre: le gouvernement malmène le Parlement en imposant la clôture sept fois en 21 jours.

Voilà comment 1985 s'est écoulé. Malgré tout, je vous souhaite un Joyeux Noël.

* * *

LA SÉCURITÉ SOCIALE

ON S'OPPOSE AU PROJET DE LOI C-70

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, le refus du premier ministre de rencontrer, aujourd'hui, des représentantes de la Coalition des femmes pour les allocations familiales, qui parle au nom de milliers de Québécoises, est une preuve supplémentaire de son insensibilité à l'égard des problèmes des femmes et des besoins des enfants.

Bien entendu, il ne veut pas les rencontrer, car il ne peut pas justifier le projet de loi C-70 qui réduira le pouvoir d'achat des allocations familiales. Il persiste dans son intention de faire

adopter cette incroyable mesure qui porte atteinte aux familles, aux enfants et, en particulier, aux femmes qui élèvent seules des enfants avec un maigre revenu. Une fois de plus, le premier ministre (M. Mulroney) ne peut pas défendre le fait qu'il revienne sur ses promesses. Le projet de loi C-70 est contraire à ses promesses de ne jamais porter atteinte aux programmes sociaux universels, d'aider ceux qui sont le plus dans le besoin, de donner suite aux revendications des femmes et de reconsidérer les compressions lorsque l'économie s'améliorera.

Le premier ministre pourrait sauver la face, rétablir sa crédibilité et donner à tous les Canadiens un bon Noël en abandonnant le projet de loi C-70 et en envoyant, en janvier, un chèque d'allocations familiales totalement indexé.

* * *

L'ÉCONOMIE

LES PROGRÈS RÉALISÉS EN 1985

M. Don Ravis (Saskatoon-Est): Monsieur le Président, le moment est venu de faire une rétrospective de l'année...

Des voix: Oh, oh!

M. Ravis: ... et de dresser l'inventaire de ce qui a été accompli en 1985.

Il y a une réalisation dont tous les Canadiens devraient être fiers. Les Canadiens et notre gouvernement ont prouvé qu'en travaillant ensemble, nous pouvons accomplir de grandes choses.

Au Canada, les indices économiques sont excellents. Le taux d'inflation n'a pas dépassé 4 p. 100 depuis que nous sommes au pouvoir. Les investissements des consommateurs et des entreprises ont augmenté. Les mises en chantier s'accroissent. Les taux d'intérêt et le chômage diminuent. Le nombre de nouveaux emplois au Canada continue d'augmenter. Nous n'aurions pas pu accomplir tout cela n'eût été la participation enthousiaste de chaque Canadien, notamment des propriétaires de petites entreprises.

Au cours de l'an dernier, les Canadiens ont prouvé qu'ils se préoccupaient des nécessiteux dans le monde entier. Les Canadiens ont tous consacré beaucoup de temps et d'argent au programme du gouvernement pour soulager la famine en Afrique. Je suis particulièrement fier du fait que la Saskatchewan a eu le taux le plus élevé de dons par habitant à l'aide étrangère cette année, alors même que les citoyens de ma province faisaient face à une grave sécheresse et éprouvaient des difficultés à faire leurs récoltes. Cet exploit n'est pas étonnant puisque la Saskatchewan a le taux le plus élevé de bénéficiaires au Canada.